

# angles d'attac

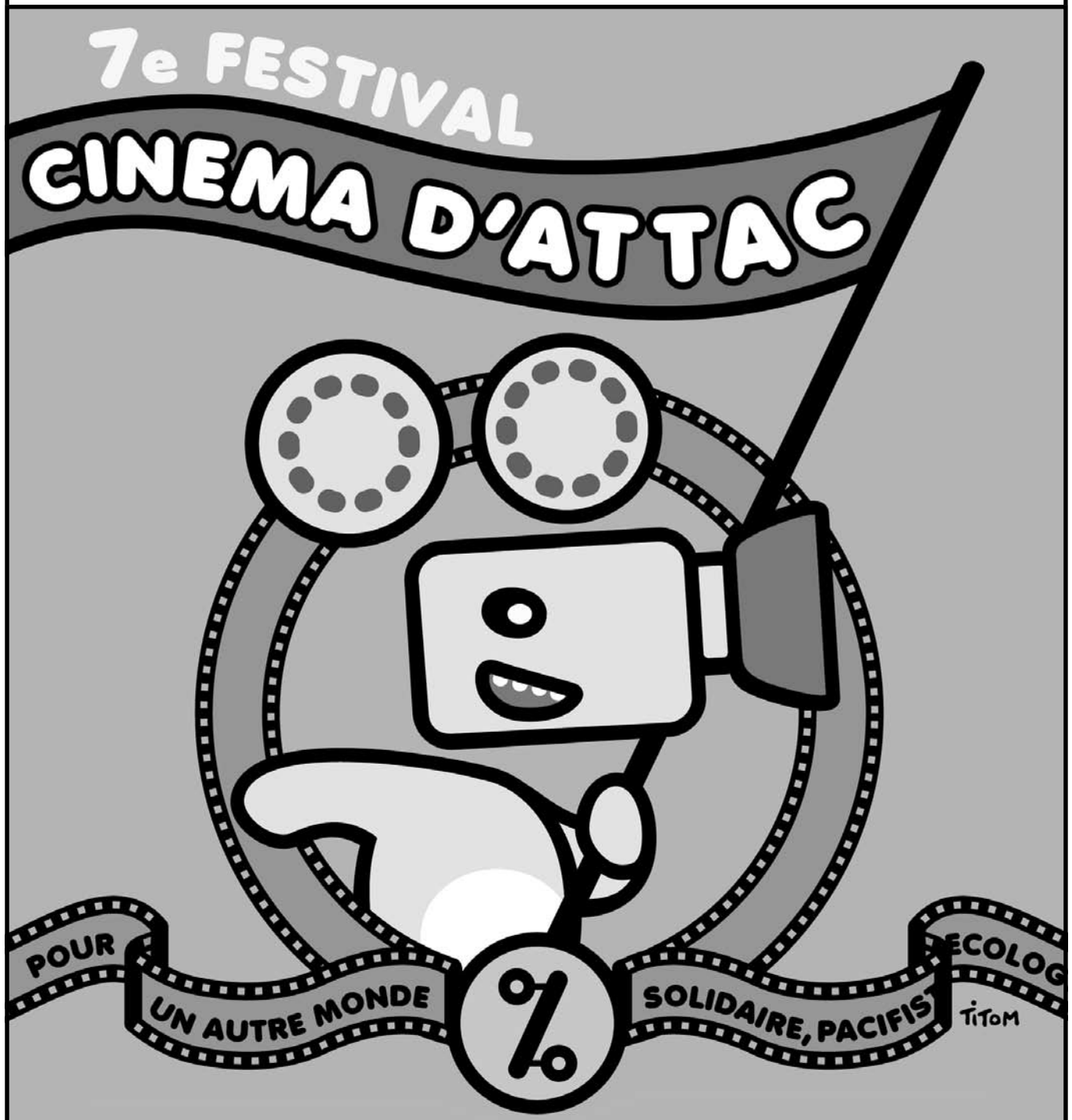
Belgique - België  
P.P

1060 Bruxelles 6

Dépôt: Bruxelles 6  
Imprimé à taxe réduite



Journal mensuel d'ATTAC-Bruxelles-1 ■ numéro 75 ■ août 2006  
Prix: 1 euro ■ 89 Avenue du Parc à 1060 Bruxelles ■ E-MAIL: [bxl1@attac.be](mailto:bxl1@attac.be)  
<http://bxl.attac.be> ■ TEL: 0494/80.88.54 ■ N° de compte: 523-0800 729-69



# Festival du Cinéma d'Attac



**Gai, gai, revoilà la saison du cinéma d'Attac. A l'entame de l'automne, ce ne seront pas les feuilles qui pleuvront pendant dix jours au Botanique, mais bien les films et les débats. Et comme chaque année, pour réussir ce festival nous avons besoin de votre aide (voir encadré).**

Cette année, quoi de nouveau au festival du cinéma d'Attac (qui en est désormais à sa 7e édition)? Un peu moins de films que l'année passée, mais plus de débats. Trois nouveautés: une avant-première en ouverture du festival ("La Couleur du sacrifice", un film sur les harkis, ces soldats africains engagés dans les deux guerres mondiales puis oubliés par les Etats); une séance pour les enfants (avec "Pompoko"); enfin une carte blanche à Raoul Servais, réalisateur belge de courts métrages d'animation.

La "guerre contre le terrorisme" et ses conséquences délétères figure en bonne place dans notre programme: complexe militaro-industriel ("Le nerf de la guerre"), limitation des libertés individuelles ("The road to Guantanamo"), torture et prisons cachées ("J'ai vu tuer Ben Barka"). Mais il y a aussi la guerre réelle: l'éternel conflit israélo-palestinien ne sera pas oublié ("Pour un seul de mes deux yeux"), mais aussi le conflit tchéchène, par contre lui trop oublié ("Coca, la colombe de Tchétchénie").

Les transformations en Amérique latine seront abondamment illustrées. Avec les villages de paix en Colombie ("Hasta la ultima piedra"), l'implications des multinationales dans les dictatures et la question de l'impunité ("No hay milagro, les disparus de Mercedes-Benz"), les résistances au Chiapas ("L'œil des Zapatistes"), le processus bolivarien au Venezuela ("Bruxelles-Caracas"), l'expérience cubaine ("L'éléphant et la bicyclette").

La mondialisation et le pillage des pays du sud ne seront pas oubliés. "L'or noyé de Kamituga" (un film de Colette Braeckman) nous montrera l'exploitation d'une mine au Congo, "La guerre des cotons" nous parlera de la concurrence entre coton américain subventionné et coton africain. "Les batailles de l'or vert" évoquera le pillage

des ressources végétales et la question de la santé. "Sauve qui peut les poulets" parlera de la mondialisation d'un produit alimentaire de base. Enfin, "The constant gardener" est une fiction autour de l'accès aux médicaments dans les pays du sud.

Les questions sociales en Occident seront aussi illustrées. Le thème de l'immigration bien sûr ("Une fois que tu es né", "Les maîtres chanteurs" et "Rue de la Paix"). Mais aussi la violence et son instrumentalisation ("Le Zoo, l'usine et la prison"), l'extrême droite ("White Terror"), les difficultés dans l'enseignement ("On n'est pas des bouffons"), la place du hip hop dans la culture et dans les villes ("Pavillons").



Les questions sociales figurent aussi en bonne place au programme. "Femmes précaires" traite de la condition des femmes, souvent les premières victimes de la mondialisation et de la flexibilité au travail, surtout quand elles sont seules à élever leurs enfants, la question du travail ("L'emploi du temps"), Enfin, "Wal-Mart" nous présentera un cas magistral de capitalisme dévoyé, avec l'exemple de cette multinationale de la grande distribution (débat avec Serge Halimi le 6 octobre).

Le pouvoir et la démocratie ne seront pas absents de nos préoccupations: "Désentubages cathodiques" revient sur un certain nombre de mensonges médiatiques en France ces dernières années. Le film "Lobbying, au-delà de l'enveloppe" nous présentera les liens peu transparents entre paradis fiscaux et monde du lobbying. Enfin, "L'argent" aborde la question de la création monétaire, des systèmes monétaires parallèles et de la réappropriation de

l'argent par les gens.

Last but not least, nous n'oublierons pas d'évoquer l'avenir du mouvement altermondialiste et des pratiques militantes. Documentaire poétique, "La 4e guerre mondiale" introduira un débat sur les stratégies du mouvement altermondialiste, avec François Houtart et Ignacio Ramonet. A travers l'évocation du "8 clos à Evian", autour du sommet du G8 en France en 2003, nous parlerons des combats d'Attac et des enjeux pour notre association, avec Jacques Nikonoff. Enfin, la reprise du film "The Yes men" nous permettra de débattre des pratiques militantes, à partir de l'exemple savoureux donné par ces activistes américains culottés.

Rappelons, pour la petite histoire, que le festival du cinéma d'Attac est porté par AB1 depuis sa création, en collaboration avec Libération Films; qu'il s'agit de la plus grosse activité d'Attac en Belgique (autour de 3.000 participants en dix jours); et que donc, une fois de plus, ce festival ne sera pas possible sans votre aide (voir encadré ci-dessous).

Jean-Marie Coen (pour le secrétariat d'AB1)

## Wanted! Pour réussir le festival

Dans l'immédiat, nous avons besoin d'aide pour la diffusion du programme et des affiches. Nous avons décidé cette année de renforcer la diffusion militante, à chacun donc de participer. Concrètement le matériel est disponible à la Librairie Aden, ainsi que lors des réunions d'Attac.

Par ailleurs, au moment du festival, nous aurons besoin d'aide pour le contrôle des tickets (entre autres). N'hésitez pas à nous faire connaître vos disponibilités, aux coordonnées habituelles, reprises en couverture de ce journal. Des appels circuleront aussi sur notre lettre électronique d'information.

Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Bruxelles (Saint-Gilles), téléphone : 02/534.46.61.

# L'impunité d'ISRAËL

L'agression israélienne au Liban a ramené le pays quinze ans en arrière selon le PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement. On évalue à au moins 15 milliards de dollars les pertes économiques directes et indirectes. Tous les progrès qui avaient été réalisés pour reconstruire le pays et relancer son économie après la guerre civile ont tout simplement été anéantis. Les bombardements israéliens pendant les 34 jours qu'a duré l'agression ont démolis sans distinction: infrastructures, entreprises et industries, commerces, stations d'essence, logements... Le Liban, endetté à hauteur de 40 milliards de dollars, ne peut assumer seul les reconstructions. S'est donc tenue à Stockholm, sous l'égide des Nations Unies et de la Suède, une conférence des pays donateurs. 940 millions de dollars –soit 734,7 millions d'euros- ont été récoltés, bien au-delà des espérances. On reste tout de même en dessous de la somme nécessaire pour relever le pays du Cèdre de ses cendres. L'Union européenne, qui tient à jouer un rôle déterminant, a promis une enveloppe supplémentaire de 42 millions d'euros, portant à 100 millions d'euros le montant de son aide depuis le début du conflit.

## Illégitime défense

Ces offres généreuses ne peuvent toutefois suffire à faire oublier la lenteur avec laquelle la communauté internationale est intervenue pour faire cesser l'agression, car le Liban a bien été victime d'une agression menée par le gouvernement israélien. Pour répondre au kidnapping de deux soldats par le Hezbollah, Israël a fait un usage abusif et disproportionné de son droit à la légitime défense, lançant des attaques à l'encontre de la population civile libanaise, détruisant les infrastructures de l'Etat libanais, bafouant les conventions de Genève. Le Liban

s'était pourtant très vite démarqué et avait signalé sans ambiguïté ne pas être impliqué dans les attaques du Hezbollah. Mais Israël a rejeté la voie diplomatique pour lui préférer le hurlement des bombes. Les faucons israéliens ont estimé qu'ils étaient en droit de massacrer plus de 1.300 civils libanais – dont un quart de moins de 12 ans- et d'en blesser 500 autres pour récupérer leurs deux soldats. Par cet acte irresponsable et sans commune mesure, le gouvernement israélien a entraîné une escalade des violences, causant 48 morts au sein de sa propre population...

## Le droit d'exception d'Israël

Israël est responsable des crimes internationaux les plus graves: agressions répétées au Liban, maintien par la force d'une domination coloniale en Cisjordanie, apartheid envers les populations dans les territoires occupés, atteinte grave à l'environnement humain par la construction du Mur. De nombreuses résolutions et décisions des instances internationales l'exhortent à cesser ces crimes immédiatement. Vaines condamnations.

Les instances internationales ne peuvent faire appliquer le droit sans le soutien ferme et résolu de l'ensemble des Etats membres de l'ONU. Or, ceux-ci n'expriment que de troubles velléités. Il semblerait que soit accordé à Israël bien plus qu'une certaine permissivité: le gouvernement israélien bénéficie d'un droit d'exception.

L'Etat hébreu n'en est pas à sa première ingérence au Liban. Chaque intervention précédente a donné lieu à des carnages et des actes de barbarie, condamnés par la totalité de la communauté internationale. Doit-on encore parler du désastre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité – votée le 12 août 2006? Pendant qu'Is-

raël bombardait les populations civiles, les Etats-Unis et la France pinaillaient autour des terminologies à employer pour obtenir un cessez-le-feu; le tout était de demander à Israël de se retirer du Liban, sans avoir l'air de le condamner, tout en lui donnant le temps de "terminer le travail" de dévastation et de restauration de sa force de dissuasion, autrement dit lui laisser l'occasion d'appliquer son châ-timent! Chaque terme de la résolution 1701 a été pesé afin de ne pas heurter les dirigeants israéliens.

## Désordre régional

Autre grand tort du texte du Conseil de sécurité: appréhender les violences au Liban et au nord d'Israël de manière isolée, sans les replacer dans le contexte géopolitique régional. Comment peut-on prétendre désarmer le Hezbollah s'il n'est pas d'abord mis fin aux différends territoriaux? Les grandes Puissances doivent se pencher sérieusement et avec toute la force du droit international sur l'occupation de la Cisjordanie, du Golan et de la bande de terre de Chebaa par Israël. Ces occupations sont illégales et nourrissent l'existence de groupes armés tels que le Hezbollah. Il est insensé d'escompter apaiser le Liban sans libérer la Palestine et le Golan

Le tour de force du gouvernement israélien aura tout de même été de faire intervenir une force spéciale placée sous mandat des Nations Unies pour protéger ses frontières, alors que celles-ci ne sont pas reconnues sur le plan international. Les cris des dirigeants palestiniens, qui adjurent depuis des années l'intervention d'une force internationale pour protéger les civils, n'ont, quant à eux, pas eu la chance de se faire entendre.

Combien de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre faudra-t-il encore laisser passer pour avoir le courage de mettre le gouvernement israélien sur la

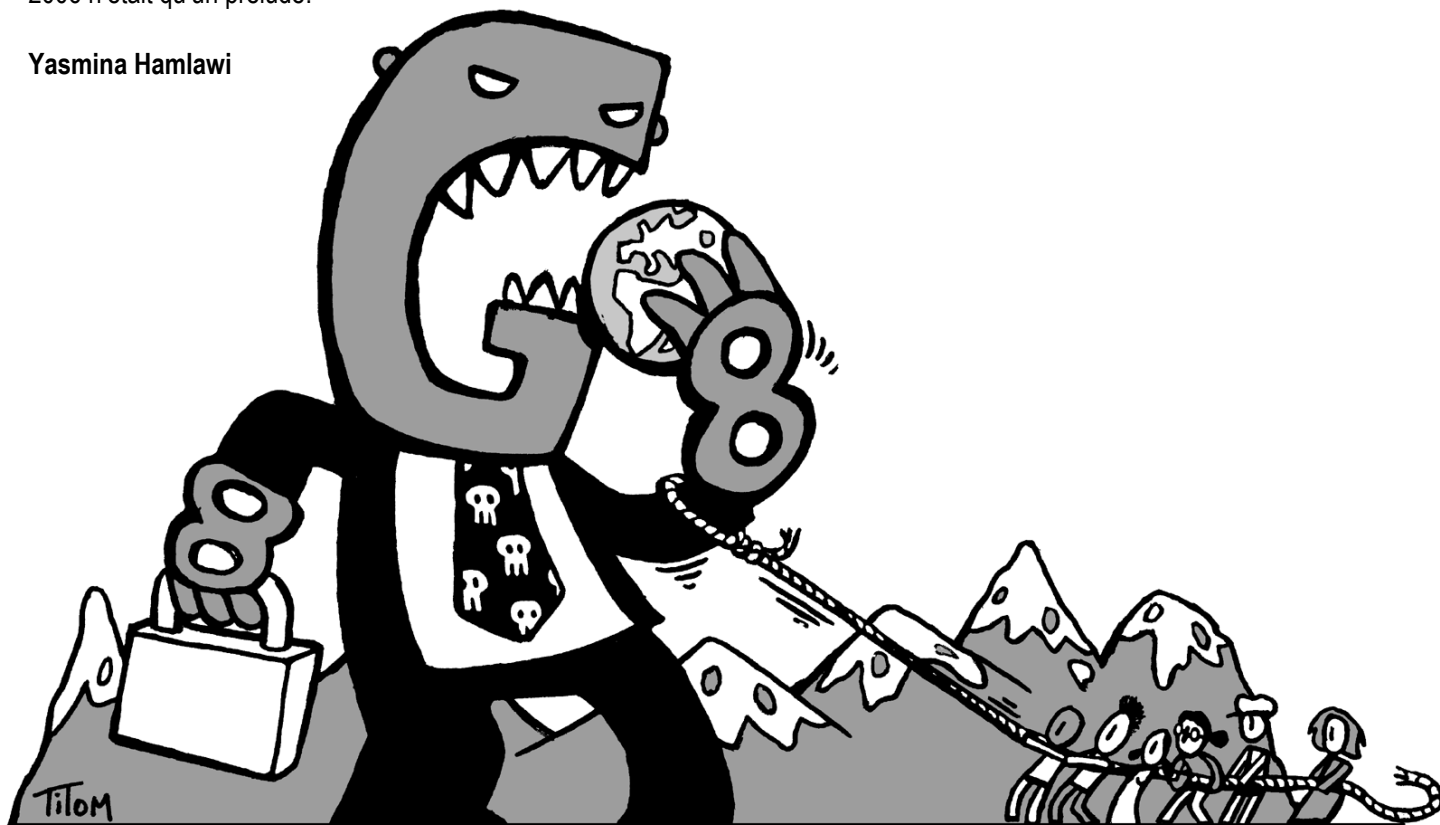
sellette et faire jouer sa responsabilité au niveau international ?

Cet été, de nouveau, des populations civiles ont été sciemment prises pour cibles, notamment à Cana. Tandis que des positions de la FINUL - Force intérimaire des Nations Unies au Liban - ont fait l'objet d'attaques délibérées: quatre membres de l'ONU ont péri sous les bombes de Tsahal. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a promis des enquêtes. Il est à espérer que ses promesses ne disparaissent pas dans les coulisses des Nations Unies.

Conscient de son impunité, le gouvernement israélien refuse de lever l'embargo aérien, terrestre et maritime, asphyxiant le peuple libanais. Le mépris est à son comble, lorsque ces mêmes dirigeants se dérobent et refusent de communiquer les plans de mines laissées au Sud-Liban.

Les faucons israéliens sont bien trop affairés à préparer l'opinion publique au prochain conflit dont l'attaque de l'été 2006 n'était qu'un prélude.

Yasmina Hamlawi



## Au Festival de cinéma

### ■ La 4ème guerre mondiale

de J. Soohen et R. Rowley

#### ■ Lundi 9 octobre à 20h

suivi d'un débat avec Ignacio Ramonet, journaliste du Monde diplomatique et initiateur d'Attac, et François Houtart, professeur de sociologie à l'UCL (à la retraite) et cofondateur du Forum social mondial de Porto Alegre.



### ■ Le nerf de la guerre

d'Eugène Jarecki

#### ■ Samedi 7 octobre à 17h30

#### ■ Dimanche 8 octobre à 20h

suivi d'un débat avec Eric Remacle, professeur de sciences politiques à l'ULB, et Jean Bricmont, professeur à l'UCL et auteur, entre autres, d'Impérialisme humanitaire aux éditions Aden.

**Enquête dans les eaux troubles du G8**

# Un sommet alpestre peut en cacher un autre

**A quoi sert le G8, cette réunion des chefs d'Etat des huit pays les plus "puissants" de la planète? C'est la question que pose le documentaire réalisé par Fabrice Ferrari et Gilles Perret, "8 clos à Evian". Et il y a bien de quoi.**

Initié en 1975 par Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République française, le G8 a tout d'un club de riches, qui discute, oriente et décide à la place des 7 milliards d'individus qui peuplent la terre et même des organes officiels chargés de cette "gouvernance" mondiale comme les Nations unies. La première réunion a accueilli au château de Rambouillet les représentants de la France, pays hôte, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon (un G6 donc).

Le contexte n'est pas innocent. D'un côté, la crise structurelle a éclaté. Deux ans plus tôt, le président Nixon a décrété le flottement du dollar, les pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont décidé de quadrupler les prix du pétrole brut et un krach boursier s'en est suivi. De l'autre côté, à la suite de l'OPEP, les Etats du tiers-monde réclament des hausses de tarifs pour les matières premières. Ils revendiquent une part plus grande dans la production, le commerce et la distribution de la richesse planétaire. Au printemps 1974, sous l'impulsion de l'Algérie, le mouvement des pays non alignés obtient la tenue d'une réunion extraordinaire des Nations unies pour définir les bases d'un "nouvel ordre économique international". A cette occasion, les Etats concluent sur une déclaration dont on devrait sans doute rappeler les termes aujourd'hui: "Egalité souveraine des Etats, autodétermination de tous les peuples, inad-

missibilité de l'acquisition de territoires par la force, intégrité territoriale et non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats. (...) Droit pour chaque pays d'adopter le système économique et social qu'il juge être le mieux adapté à son propre développement et de ne souffrir en conséquence d'aucune discrimination" (1). A la suite de quoi une charte des droits et devoirs économiques des Etats, allant dans le même sens, est adoptée aux Nations unies.

La création du club des pays riches intervient alors comme une réaction des plus puissants pour empêcher ce développement et cette coalition du tiers-monde contre l'Occident et le Japon. Un projet clairement réactionnaire qui, malheureusement, parviendra à ses fins.

Aujourd'hui, le G6 est passé à huit, avec l'adjonction du Canada dès 1976 et de la Russie, restaurée en capitalisme sauvage, en 1998 (2). Mais on peut se demander de l'utilité de cet organe, si ce n'est de court-circuiter les institutions officielles au profit du leadership d'une poignée de dirigeants occidentaux.

Le sommet d'Evian de juin 2003 en est l'illustration et c'est ce que montre à merveille le documentaire. 15.000 policiers pour 90.000 manifestants répartis en quatre sites, deux en Suisse et deux en France, interdits d'accès à moins de 30 km de la tenue de la réunion. Du jamais vu en Haute Savoie!

C'est ce qui a inspiré les deux journalistes, Fabrice Ferrari et Gilles Perret, normalement spécialisé dans les reportages sur la haute montagne (3). Ils ont introduit deux équipes de tournage, l'une au sein des cénacles du sommet, l'autre

auprès des manifestants, et jouent continuellement entre ces deux facettes pour présenter l'absurdité de la situation. Ils lancent un regard à la fois humoristique et lucide sur ce déploiement de forces et d'énergie pour reformatter la planète, à mille lieues des préoccupations de la population locale, qui assiste à l'événement avec des yeux médusés. Du Michael Moore à la française, ont titré certains commentateurs!

Avec des scènes franchement ironiques comme celle de la conférence de presse où Jacques Chirac parle de la faim en Afrique, puis interrompt les journalistes pour leur expliquer qu'il doit aller préparer le repas pour ses convives. Mais une conclusion sans appel: les négociations n'ont abouti à rien de concret ou d'effectif que ce soit pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, l'aide au développement ou l'accès libre à l'eau potable.

Henri Houben

(1) Nations Unies, Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, New York, 1er mai 1974, cité dans Régis Bénichi, Histoire de la mondialisation, éditions Vuibert, 2003, p.261. (2) La Russie a qualité d'observateur depuis 1990. (3) Ils collaborent régulièrement aux "Chroniques d'en haut", diffusées sur FR3.

## **Au Festival de cinéma**

### **■ 8 clos à Evian**

de Fabrice Ferrari et Gilles Perret

■ Samedi 14 octobre à 20h30, suivi d'un débat avec Jacques Nikonoff, porte-parole d'Attac France, sur les enjeux d'Attac.

# Tagada, voilà les

Quelle est la plus grande firme du monde? General Motors? General Electric? IBM? Microsoft? Exxon-Mobil? Vous n'y êtes pas. C'est Wal-Mart.

Vous ne connaissez pas? Naturellement, cette entreprise n'est pas présente en Belgique. Il s'agit de la plus grande chaîne de magasins de la planète : 6.141 points de vente en 2005, dont 3.856 aux Etats-Unis (les autres étant répartis surtout au Canada, Mexique, Grande-Bretagne et Chine). C'est le plus important employeur privé avec 1,8 million de salariés (dont environ 1,3 million aux Etats-Unis). C'est l'équivalent des effectifs de DaimlerChrysler, General Motors, Ford, Volkswagen, Toyota et Peugeot réunis.

Un chiffre d'affaires de 315 milliards de dollars, soit davantage que le PIB de la Belgique (1). Sur ce point, Wal-Mart n'est dépassée que par Exxon-Mobil qui bénéficie des prix particulièrement élevés du pétrole brut.

## Un géant dans le capitalisme contemporain

En douze ans, de 1994 à 2005, elle a accumulé un bénéfice net déclaré de 73 milliards de dollars. Elle se classe en onzième position parmi les firmes les plus profitables du monde sur cette période. Sa croissance est phénoménale. Fondée en 1962 par Sam Walton, un ancien employé de JC Penney (2), dans l'Arkansas, c'est-à-dire dans l'Amérique profonde, Wal-Mart n'a cessé de grandir : de 32 magasins en 1969 à plus de 6.000 aujourd'hui; d'un chiffre d'affaires de 13 millions de dollars en 1967 à plus d'un milliard en 1979, et aujourd'hui 315 milliards ; de 41.000 salariés en 1981, à 528.000 en 1993, 910.000 en 1998 et le double actuellement (3).

Wal-Mart symbolise le capitalisme contemporain. Celui-ci est dominé par quelques firmes mondiales qui imposent leurs conditions aux autres sociétés et donc aux travailleurs de la terre entière.

Et c'est bien de cela qu'il s'agit avec Wal-Mart. Son pouvoir provient du fait qu'elle a acquis avec le temps une situation incontournable dans la vente des produits de grande consommation. De ce fait, toutes les multinationales même puissantes comme Coca Cola, Procter & Gamble, Gillette, doivent passer par elle pour pouvoir vendre. Cela lui permet d'exiger continuellement des baisses de prix qui vont lui offrir une place de monopole dans la distribution.

De ce point de vue aussi, la progression de Wal-Mart est impressionnante. Sa part de marché dans les ventes au détail aux Etats-Unis ne dépasse le pourcentage qu'en 1984. Depuis lors, elle ne cesse d'augmenter : 5% en 1991, 10% en 1999, 14% en 2004 (4). Quand une firme détient 14% des ventes aux clients en moyenne sur toute l'Amérique, celles qui veulent vendre à ces derniers sont obligés de passer par elle.

## L'empire de la sous-traitance

Le succès de Wal-Mart est d'associer trois caractéristiques.

Premièrement, elle demande à ses quelque 68.000 fournisseurs de baisser régulièrement leur prix. De cette façon, elle peut en faire son image de marque vis-à-vis des consommateurs et éliminer les concurrents du secteur. De fait, pendant que Wal-Mart prospère, bien d'autres compagnies désespèrent. Ainsi, Kmart, leader de la distribution dans les années 70, et Sears, autre géant historique aux Etats-Unis, ont dû fusionner pour faire face à la pression de l'entreprise de Sam Walton.

Dans sa recherche des tarifs les plus

bas, Wal-Mart contraint nombre de ses sous-traitants à se délocaliser, notamment en Chine. Selon les estimations, elle achète 18 milliards de dollars à des sociétés localisées dans l'empire du Milieu. Cela correspond environ à 10% du commerce américano-chinois (et 2,5% du déficit commercial américain). Elle a installé un centre d'achat à Shenzhen, là où il y a floraison de petites firmes livrant pour pas cher et tirant profit des salaires bas des travailleurs de la région. Mais c'est surtout Wal-Mart qui en profite.

Dans le même ordre d'idée, afin de satisfaire le goût des consommateurs aux Etats-Unis pour le saumon, Wal-Mart a créé un parc industriel réservé à ce poisson au Chili. La consommation de saumon est passé de 500.000 livres par jour en 1990 à 1,75 million aujourd'hui (5). Pour le pays andin, le saumon est devenu la deuxième source d'exportation après le cuivre, dont 40% à destination des Etats-Unis. Mais les compagnies de distribution américaine, dont Wal-Mart, profitent des bas salaires des travailleurs chiliens et des conditions environnementales très peu exigeantes.

La deuxième arme du "succès Wal-Mart" est la logistique hautement informatisée. Cela lui permet de sauter une étape dans la chaîne des ventes, celui des intermédiaires et des grossistes. Elle traite directement avec les entreprises industrielles. En même temps, elle est le plus gros client des ports américains. Son approvisionnement en produits asiatiques a propulsé Los Angeles et Long Beach aux premières places portuaires mondiales. Elle dispose d'une véritable flotte de poids lourds pouvant acheminer les containers de ces docks vers les différents magasins du pays. Depuis 1980, Wal-Mart utilise un satellite pour ses communications internes. Et, en 1988, elle est devenue la firme privée qui détient le plus grand réseau informatique américain (6).

# Walton!

## Le monde des «working poors»

Finalement, Wal-Mart impose des conditions sociales épouvantables à ses salariés. Issue du fin fond de l'Amérique rurale, la firme de Sam Walton fait la chasse aux syndicalistes: jusqu'à ce jour, il n'y a pas d'organisation des travailleurs dans les magasins Wal-Mart aux Etats-Unis (7).

Outre-Atlantique, la représentation syndicale dans l'entreprise n'est pas automatique. Il faut qu'il y ait 25% des salariés qui demandent cette possibilité. Ensuite, il y a un vote et il faut que 50% des employés se prononcent en faveur de cette solution. C'est du pain bénit pour des capitalistes comme Sam Walton qui, prétextant que sa firme est une "grande famille", peut empêcher par tous les moyens celles et ceux qui ont des sympathies syndicales de s'organiser, notamment par le licenciement.

En conséquence, Wal-Mart paie des salaires extrêmement bas. Un travailleur temps plein chez Wal-Mart gagne 37% de moins que le salaire moyen aux Etats-Unis (8). C'est encore moins pour les salariés à temps partiel, qui représentent au moins un tiers des effectifs. C'est le royaume des "working poors".

70% environ des employés sont des femmes. Elles sont particulièrement discriminées, ce qui a été reconnu par plusieurs cours de justice. En 2002, la firme a fait l'objet de 6.000 plaintes en justice pour ses pratiques sociales (9). Et, en janvier 2005, elle a accepté de payer 135.540 dollars pour violation de lois interdisant le travail des enfants pour des opérations mineures en Arkansas, au Connecticut et au New Hampshire (10).

## Les plus riches du monde

Tout cela profite à la famille Walton, héritière du fondateur Sam, mort en 1992. Sa fortune est estimée à 78 milliards de dollars, soit davantage que Bill Gates, l'homme le plus "riche" du monde. Et, pendant que les travailleurs essaient de nouer les deux bouts avec 10 dollars par heure (ce qui pourrait représenter quelque 15.000 dollars par an, c'est-à-dire un revenu flirtant avec le seuil de pauvreté), les dirigeants de la firme s'octroient des rémunérations proches des 20 millions de dollars par an. Autrement dit, à peu près 1.333 fois ce que gagne un employé moyen.

La fortune des Walton sert également à financer des opérations réactionnaires. Depuis l'arrivée de l'administration Bush au pouvoir, Wal-Mart est devenue un des plus importants contributeurs du parti républicain. Elle a ainsi versé plus de 5 millions de dollars pour les élections depuis 2000, dont 81% à George Bush (11).

Une multinationale aux accents antisociaux prononcés permet à une famille de s'enrichir d'une manière exceptionnelle. Celle-ci souscrit au programme de ceux qui veulent davantage accentuer les écarts de fortune, à savoir les Bush & Co, les conservateurs américains. Voilà ce qu'est Wal-Mart, un symbole du capitalisme contemporain.

Henri Houben

(1) Le PIB est le produit intérieur brut qui estime la valeur marchande créée en un an dans un pays. Le chiffre d'affaires représente les ventes réalisées. Un dollar vaut environ 1,25 euro.

(2) En Belgique, on connaît mieux cette société, car c'est elle qui avait repris en son temps Sarma (avant que cette chaîne soit reprise par GB).

(3) Chiffres tirés des différents rapports annuels de Wal-Mart: <http://investor.walmartstores.com/>

(4) Comparaison du chiffre d'affaires américain de Wal-Mart avec les données tirées du US Census Bureau, Statistical Abstract of the United States, chapitre Domestic Trade, différentes années (<http://www.census.gov/>). Le commerce de détail est limité aux fournitures électroniques, alimentaires, pharmaceutiques, vestimentaires, livres, sports et général (General merchandise stores).

(5) Charles Fishman, The Wal-Mart Effect, Penguin Book, 2006, p.169.

(6) Edna Bonacich & Khaleelah Hardie, "Wal-Mart and the Logistics Revolution", in Nelson Lichtenstein, Wal-Mart. The face of Twenty-First-Century Capitalism, The New Press, New York, 2006, p.171.

(7) Ce qui n'est pas le cas au Canada, au Mexique et en Chine.

(8) Institute for Policy Studies, "Wal-Mart's Pay Gap", 15 avril 2005.

(9) Le Monde diplomatique, janvier 2006, p.13.

(10) Washington Post, 1er novembre 2005.

(11) Calculé à partir d'Open Secrets: <http://www.opensecrets.org/industries/index.asp>

## Au Festival du cinéma d'Attac

### ■ Wal-Mart: The High Cost of Low Price

de Robert Grenwald

■ **Vendredi 6 octobre à 20h**, suivi d'un débat avec Serge Halimi, journaliste au Monde diplomatique.

■ **Samedi 14 octobre à 14h**, suivi d'un débat avec Irène Pètre, permanente nationale grande distribution CNE.

# SANS-PAPIERS : Un

Le 6 juillet, amis et sans papiers marquent le non-débat parlementaire et les non-décisions sur les illégaux qui peuplent la Belgique par une présence sur la place de la Liberté, à deux pas du Parlement. Muet, le Parlement l'est aussi ce jour-là puisque les chefs de groupe ont décidé la veille dans la soirée de reporter le vote à la semaine suivante. Malgré les bruits d'accord secrets entre PS et SP.a, rien n'a été proposé pour une régularisation avec des critères clairs comme l'ont réclamé une cinquantaine d'avocats. Ces bruits et les espoirs entretenus visaient-ils à calmer l'UDEP et obtenir le soutien des sans papiers?

Le chahut de la place de la Liberté ne sera pas le dernier. Les voisins avaient bien dit qu'ils ne laisseraient pas tomber, ils y veillent avec les occupants et une manifestation rassembleuse a lieu chaque mois à St Gilles. Cela importe d'autant plus que le 4 juillet, les occupants de l'église d'Anderlecht ont été évacués à 6 heures du matin. Aussitôt, la résistance s'est organisée chez les voisins et les sans papiers: les amis, le curé de la paroisse, des paroissiens, des parlementaires, des représentants d'ONG, des avocats, des passants se sont relayés devant le commissariat d'Anderlecht, lieu de résidence pour la journée des "48 délogés". Mais rien n'y a fait. Ce jour-là, malgré les protestations, les dialogues de sourds et les personnes qui se couchaient devant les roues des voitures, les policiers se sont rassemblés de plus en plus nombreux et, en fin de journée, ils sont parvenus à forcer les barrages humains et à emmener à nouveau les 48 personnes à l'aide d'ambulances et d'un car blindé. Ils ont opéré le transfert vers les centres fermés de Vottem, Steenokkerzeel, Bruges, Merksplas. La plupart des expulsés y sont encore enfermés aujourd'hui, risquant l'expulsion. Depuis, la crainte s'est installée: peur d'intervention, d'expulsion, de fermeture des églises et des lieux d'occupation.

Au plus près de chez nous, à St Gilles, lors d'un chaud soir d'été, les occupants de l'église St Bernard ont tremblé. Deux voitures de police ont débarqué suite à

des bruits sur la place avoisinante. Aussitôt alertés, avocats et amis se sont rendus sur place et, peu après, les policiers sont repartis après avoir inspecté les lieux et fumé leur cigarette. Le commissaire s'est déplacé quelques jours plus tard, affirmant qu'il s'agissait d'une initiative personnelle de l'un ou l'autre individu "zélé". En attendant, les occupants et les voisins se sont sentis en danger, ce qui les a motivés à demander à St Gilles de donner l'exemple en se déclarant "commune sans expulsion". Cela sera-t-il le slogan des prochaines élections communales?



## Créations estivales

Malgré les émotions, la chaleur, puis la pluie, les sans papiers de St Gilles et leurs amis ont été très actifs cet été. Ils ont organisé concerts et séances de cinéma, accueilli les visiteurs et sympathisants avec un thé à la menthe, et deux peintres s'y sont révélés, garnissant l'église de leurs toiles. Ensemble toujours, les sympathisants ont mis sur pied une manifestation de soutien aux détenus de Vottem et d'ailleurs, elle a eu lieu le 19 juillet. Tout s'est déroulé dans une détermination bon enfant.

Après la mise en musique par les tambours (tonneaux) des "fourmis rouges" sur la place Van Meenen, le cortège a descendu l'avenue Théo Verhaegen, rejoint par des passants, des voisins et d'autres sympathisants venus de Liège et de La Louvière. Ici, les policiers étaient à bicyclette, le

commissaire veillait sur tous. De grandes peintures monumentales accueillait les signatures des participants au Parvis, puis le public se dispersa, prêt à revenir le mois suivant, 23 août, même endroit.

Tous les lundis, occupants et voisins se rendent devant l'Office des étrangers, entre 11 heures et midi. L'enjeu est, entre autres, de réclamer la libération des "enlevés d'Anderlecht", la fermeture des centres fermés, l'arrêt des expulsions, la régularisation de tous les sans papiers. Une plainte commune a été déposée par les personnes enfermées dans les différents centres pour mauvais traitements lors de l'évacuation d'Anderlecht. Tant que cette plainte n'aura pas abouti, la Ligue des droits de l'homme veillera à ce que les personnes ne puissent être expulsées. D'autres démarches sont en cours vis à vis des Ambassades - dont celle du Maroc - qui doivent donner leur accord avant toute expulsion.

Des sans papiers se sont plaints de mauvais traitements soit dans les centres, notamment celui de Steenokkerzeel, soit lors de tentatives d'expulsion. En solidarité, une cinquantaine de personnes se sont donc retrouvées pour manifester devant les rideaux de fer du 127 bis, ce dimanche 13 août. Nous avons appris de la sorte que cinq anciens occupants d'Anderlecht "résidaient" au 127. D'autre part, après trois tentatives d'expulsion et appel à manifestation, Madame Hawa Diallo venait d'être libérée. Il semble que le fait d'être parrainé ou "marrainé" par quelqu'un d'attentif soit bénéfique aux personnes détenues. C'est pourquoi, en dehors des visites régulières que les voisins rendent à Vottem, un appel à parrainage est lancé dès à présent à toute personne désireuse de soutenir moralement et juridiquement les actuels "enfermés".

Des soirées à l'église St Bernard sont consacrées aux assemblées où échanges et décisions s'enchaînent. Ainsi ont été lancées les visites des autres occupations bruxelloises afin de développer les solidarités et de gonfler les rangs des manifestations du lundi et celle du mois.



# été «ordinaire»

## Visites d'occupations bruxelloises

Nous avons rencontré à Schaerbeek quelques-unes des femmes et enfants installés dans l'école St Dominique, spacieuse et agréable, voisine de l'église qui nécessite des travaux urgents. Bien que la grève de la faim soit terminée à l'église des Minimes, elle reste occupée, celle de Forest également. A Etterbeek, les Iraniens sont désormais installés dans une salle proche de l'église. Ils réclament une attention particulière à leur cas, ne pouvant comme ils le disent: "ni retourner en Iran, ni rester en Belgique. Où doivent-ils donc aller?" Une centaine d'Iraniennes et d'Iraniens ont commencé une grève de la faim depuis le 10 août à Etterbeek. Ils déclarent publiquement qu'ils pensent que la grève de la faim n'est pas une bonne solution pour résoudre le problème mais dans les faits, politiquement et médiatiquement, la grève de la faim semble toujours être la seule façon d'attirer l'attention sur des dossiers en suspens, permettant d'obtenir selon les cas de figure des autorisations plus ou moins précaires de rester sur le territoire. Actuellement, les Iraniens comptent beaucoup sur les résultats d'une prochaine entrevue avec M. Rosemont du Cabinet Dewael. Ils rappellent que les démarches entreprises il y a trois ans déjà avec leur avocat qui gère pour eux des centaines de dossiers n'ont pas abouti. Laïques, ils ne peuvent rester dans leur pays d'origine puisqu'il est "confessionnel".

## Chez les pays voisins

Pendant ce temps, d'autres pays régularisent de façon variée. En Espagne, M. Zapatero félicite les habitants des Canaries pour leur solidarité vis-à-vis de ceux qui se pressent à leurs rives et le pays augmente son aide à la coopération au développement. En France, fin août, le médiateur Arno Klarsfeld et M. Sarkozy accusent certaines organisations de démagogie parce qu'ils ont incité un maximum

de personnes à se déclarer candidates à la régularisation, même en sachant qu'elles n'avaient pas de chance d'obtenir gain de cause. Selon les détracteurs, cela serait fait dans le but de démontrer que M. Sarkozy régularise peu de gens en rapport du nombre de demandeurs!!!

La question est présente sur notre territoire sous la forme des fameuses "listes" de demandeurs que certains invoquent comme motifs de "négociations" mais que d'autres experts consultés déconseillent de fournir aux autorités si les personnes en question ne sont pas pourvues d'un document "9.3". Il est particulièrement délicat de conseiller à un illégal de sortir du bois sans aucune garantie préalable de protection! En attendant, ceux qui sont là doivent survivre chaque jour, se demande-t-on par quels moyens? N'encourage-t-on pas de la sorte à vivre d'expédients, dans une dépendance, voire une délinquance plus ou moins grande? Nous pensons que ce n'est pas une bonne façon de juguler le racisme et les rancoeurs à l'égard des plus nécessiteux, sans compter l'exploitation de la misère.

## Esclavage, pression sur les salaires

Relevé dans le Journal Vers l'Avenir du 6 juin 2006: "Ventes d'esclaves à l'aéroport de Londres. La criminalité dans les aéroports est en hausse constante et des ventes aux enchères d'esclaves sont même organisées, dans des zones des aéroports ouvertes au public, pour les tenanciers de bordels qui viennent chercher des femmes pour les prostituer", explique un représentant du Parquet britannique, le Crown Prosecution Service (CPS). On cite dans l'article l'aéroport de Gatwick, au sud de Londres, Heathrow, Stansted et d'autres aéroports britanniques! "Selon le CPS, les trafiquants vendent les jeunes femmes dès leur arrivée sur le sol britannique, en provenance souvent de pays d'Europe de l'Est".

Lors de la table ronde migration et dévelop-

pement, tenue au CNCD le 22 juin 2006, un intervenant nous annonça qu'un large appel à main-d'œuvre avait été adressé à la Roumanie pour le secteur du bâtiment. Cette main-d'œuvre devenue légale par l'entrée de la Roumanie dans l'Europe et juridiquement compétitive par le vote des directives Bolkestein et apparentées, remplacerait avantageusement celle des sans papiers effectuant actuellement les tâches de façon illégale!

Autre clin d'œil, en 1974, les régularisations étaient sous la tutelle du Ministère de l'Emploi; depuis 2000, elles sont sous celle du Ministère de l'Intérieur. Nos pays restent utilisateurs de main-d'œuvre.

Ne manquez pas de visiter St Gilles et ses églises: St Bernard, rue de la Source, 83 - Ste Alène, avenue des Villas (au bord du parc Duden). Vous pourrez admirer les toiles des sans papiers, en acquérir une, qui sait? Une exposition sera organisée prochainement mais l'église est ouverte tous les jours déjà. Matériel et pots de peinture sont bienvenus ainsi que des denrées de première nécessité.

Annick Ferauge

## Au Festival du cinéma

### ■ Les maîtres chanteurs

de Tristan Wibault

### ■ Rue de la Paix

Court métrage d'Olivier Malvoisin

### ■ Samedi 14 octobre à 18h

suivi d'un débat sur les sans papiers et les critères de régularisation avec Tristan Wibault (réalisateur) Marie Nagy (Ecolo), Dominique Weerts (CDH) Christine Defraigne (MR), Mohamed Boukourna (PS) et des sans-papiers.

# L'étranger au pays des nains de jardin

En septembre, la population suisse votera sur deux nouvelles lois sur les étrangers et l'asile. Deux textes xénophobes et discriminatoires.

Bien que non-membre de l'Union européenne, la Suisse a souvent été un modèle pour les pays européens en terme de politique migratoire. C'est elle qui dans les années 1930 déjà instaurait le principe de la conditionnalité: un travail, un permis de séjour. Un modèle aujourd'hui adopté par la quasi-intégralité de l'UE.

Depuis quatre ans, les autorités helvétiques ont décidé de s'atteler à la révision complète du droit des étrangers. La loi sur le séjour et l'établissement des étrangers datait de 1931. Dans la même foulée, elles ont décidé d'entamer une en-ième révision de la loi sur l'asile qui depuis sa création en 1979 a été constamment modifiée. Le 24 septembre prochain, le peuple suisse –fidèle à sa tradition de démocratie directe- votera sur ces deux nouvelles lois qui interdisent toute immigration légale extra-communautaire pour les personnes non ou peu qualifiées et ferment quasi hermétiquement les portes de l'asile.

## La loi contre les étrangers

De manière générale, les nombreuses mesures qui figurent dans la loi sur les étrangers renforcent la ségrégation entre les étrangers. Ainsi, un européen peut s'installer en Suisse dès qu'il a un travail. Il reçoit un permis valable pour cinq ans et peut faire venir son conjoint et ses enfants jusqu'à 21 ans sans limite de temps. Un extra-européen, dans la même situation, ne reçoit un permis que pour un an, renouvelable par l'employeur. Le regroupement familial est autorisé pour les enfants de moins de 12 ans et dans les cinq ans suivant son arrivée. Doit-on en déduire que, pour les autorités suisses, un enfant éthiopien devient adulte à 12 ans, alors qu'un enfant belge, beaucoup plus lent en maturité, bénéficie de 9 ans supplémentaires....

La loi prévoit aussi l'obligation pour les époux, notamment les couples binationaux dont un des conjoints est extra-européen de vivre ensemble. En cas de violences conjugales, si la femme décide de quitter son do-

micile, elle perd son permis. Les associations de défense des femmes craignent que beaucoup d'entre elles, souvent isolées et sans moyens, fassent le choix de continuer à subir la violence.

Egalement lors de mariages mixtes, l'officier d'Etat civil pourra désormais, sans preuves, refuser de célébrer une union, sous prétexte qu'il soupçonne un mariage blanc.

Finalement, la loi rend impossible toute régularisation de sans papiers. L'hypocrisie des autorités est totale. Elles savent que la Suisse ne peut se passer économiquement des quelque 200 à 300.000 sans papiers qui travaillent dans notre pays et accomplissent des tâches que les Suisses ne veulent pas faire. Pis, elle crée une loi qui rendra impossible la migration légale pour les Extra-européens et de ce fait augmentera le nombre de personnes résidant illégalement en Suisse.

## La Suisse, terre d'expulsion

La première mesure outrageuse que prévoit la loi sur l'asile est de refuser de considérer une demande d'asile si la personne ne peut présenter une pièce d'identité (passeport ou carte d'identité) dans les 48 heures. Or, 40% de la population mondiale est dépourvue de tels documents et 80% des demandes actuelles ne remplissent pas cette exigence. Une personne menacée, ne va pas passer au service des passeports de son pays pour demander: "S'il vous plaît, comme vous me persécutez, je voudrais un document pour fuir en Suisse".

Un autre motif de refus sera une entrée en Suisse par voie terrestre. En effet, le gouvernement considère qu'une personne ayant traversé la France, l'Italie, l'Autriche ou l'Allemagne, n'a qu'à déposer une demande d'asile dans un de ses pays. Une manière élégante de se décharger sur les voisins. Ils apprécieront. En attendant, cette mesure ne tient pas compte des différences européennes dans la manière d'examiner les demandes et surtout des liens familiaux que la personne pourrait avoir en Suisse.

Last but not least, la nouvelle loi permettra de mettre en prison pendant deux ans un

requérant n'ayant commis aucun délit pénal. Simplement parce qu'il s'oppose à son renvoi. On comprendra, par les dispositions précédentes, qu'un retour au pays peut, pour certains, signifier la mort. Aujourd'hui, la détention maximale est de neuf mois et aucune preuve n'a été faite que cette pratique facilite finalement le renvoi.

## Peur et patriotisme

La population suisse votera donc dans moins de deux mois. Les milieux de défense du droit d'asile et des étrangers font campagne depuis avril pour que ces lois xénophobes et inhumaines soient refusées. Ils essaient de démonter les arguments fallacieux et manipulateurs de l'extrême droite, mais aussi, et c'est bien là la difficulté, du gouvernement et du parlement eux-mêmes. La peur de l'autre et le patriotisme ont toujours eu bonne presse en Suisse. Reste que, dans un si petit pays, on est tous finalement un peu étranger ou binational.

Virginie Poyetton

## Au Festival du cinéma

### ■ On n'est pas des bouffons

de Hubert Brunou

Des filles et des garçons issus de l'immigration, bons élèves d'un collège situé dans une cité "difficile" de la banlieue parisienne racontent, leurs espoirs mais aussi leurs difficultés d'apprentissage. Car participer aux cours, répondre au professeur, vouloir réussir, c'est prendre le risque de se faire traiter de "suceur", ou de se faire exploiter par ses camarades. Certains réagissent, d'autres laissent faire et subissent. Tous adoptent une stratégie personnelle pour éviter la place maudite, celle du "bouffon".

### ■ Passerelle

court métrage d'Atmosphères

### ■ Samedi 14 octobre à 18h15

Suivi d'un débat sur "Les élèves ne sont pas des bouffons!", avec Daisy Tavernier, directrice de l'institut des Arts et Métiers à Bruxelles, et Olimpia Diez, assistante sociale

Interview avec la réalisatrice **Vanessa Stojilkovic**

# Bruxelles - Caracas

## Pourquoi était-il important de faire un film sur le Venezuela?

**Vanessa.** Parce qu'il s'y passe des choses extraordinaires! Tous ceux qui visitent ce pays sont emballés. Alors qu'en Europe, par contre, nous sommes confrontés au pessimisme, au fatalisme "On ne peut rien changer". Nous voyons la pauvreté qui avance. Peu de victoires.

Et au Venezuela, voilà des gens qui se mettent à changer la situation de leur pays, qui réalisent plein de choses. Et nos médias occidentaux n'en disent quasiment rien, diffusant au contraire l'image faussée d'une sorte de dictature. Aurait-on intérêt à nous cacher ce qui se passe là, et même à le démoniser?

Il faut savoir ceci: bien que le Venezuela soit depuis 80 ans un des plus importants exportateurs de pétrole, 60% des Vénézuéliens vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est énorme. Pour une fois qu'un peuple rétablit son droit à profiter de ses ressources naturelles, ça vaut la peine de s'y intéresser de près.

## Le Venezuela dérangerait?

**Vanessa.** Evidemment, à cause du pétrole. Voilà un pays où les ressources naturelles sont mises au service du peuple, et non plus des multinationales. Pour certains, c'est le monde à l'envers! En fait, là-bas, comme m'a dit une étudiante: "Maintenant, la pyramide s'est inversée pour que tous aient des droits."

## Comment t'est venue l'idée de ce film concrètement?

**Vanessa.** Par hasard. J'avais beaucoup entendu parler du Venezuela et j'ai eu la possibilité de m'y rendre. Bon, je n'ai pas voulu arriver les mains vides. Il se

fait qu'à Bruxelles, je venais de réaliser quelques brefs "vidéo-trottoirs", mini-enquêtes auprès des gens pour savoir ce qu'ils pensaient de Bush, de l'Irak, de l'Europe... Alors, je me suis dit: "Je vais leur apporter une petite contribution: que pensent les gens d'ici à propos du Venezuela, quelle info ont-ils reçue, quelles questions se posent-ils?" Je me suis dit qu'il serait utile, pour eux de savoir comment le Venezuela était perçu ici...

## Que pensaient les Belges du Venezuela?

**Vanessa.** Comme tous les Européens, je crois, il s'est avéré qu'une partie des gens étaient assez manipulés par ce qu'ils avaient entendu dans les médias. Ceci dit, presque tous étaient très ouverts et pleins de curiosité. Mais pessimistes aussi. Ils n'y croyaient pas. L'idée qu'une population puisse avoir son mot à dire, qu'elle ait un autre rapport avec son gouvernement, avec la politique, cette idée paraît ici impossible, utopique!

## Et là-bas?

**Vanessa.** Une fois arrivée au Venezuela, j'ai rencontré une révolution. C'est un pays où les gens sont enthousiastes, ils y croient, ils réalisent plein de choses, ils prennent les choses en main. Cela surprend. Surtout après avoir entendu les opinions pessimistes des Européens. Et pourtant, il y a encore dix ans, les Vénézuéliens aussi ne croyaient plus en la politique, pensant que jamais rien ne changerait, qu'ils étaient tous trop individualistes pour se mettre ensemble et changer les choses.

J'ai pu constater le niveau de conscience élevé des Vénézuéliens... Que ce soit sur les médias, le système social, la politique en général, le rôle des grandes puissances... Ce qui est nécessaire, si

un peuple veut en finir avec la pauvreté, c'est de commencer par comprendre d'où elle vient. Et ils l'ont bien compris! Eh oui, quand on les entend, on a envie qu'ici aussi, on puisse bénéficier de leurs expériences! Je suis donc allée à Caracas et j'ai fait parler les Vénézuéliens. Pour qu'ils répondent aux questions que se posaient les Belges - et tous les Européens je crois - à propos du Venezuela.



## Au Festival de cinéma

### ■ Bruxelles - Caracas

de Vanessa Stojilkovic

### ■ Samedi 14 octobre à 14h15.

+ Rencontre avec Vanessa Stojilkovic et Michel Collon (journaliste).

# Elu par le peuple pour

**Un deuxième tour est inévitable pour désigner qui sera le futur président du Congo. Il opposera à la fin du mois prochain le président sortant, Joseph Kabila au vice-président Jean-Pierre Bemba. Au premier tour, le premier a réalisé 46% et le deuxième 20%. Pourtant incontournable pour le développement de toute société, le système éducatif est dans un état lamentable. Quelle sera donc la marge de manœuvre pour les futurs élus face aux institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international)? Celles-ci ont une emprise considérable sur la gestion du pays et imposent des restrictions sévères. Or, le silence est total sur ce point.**

“L’Union européenne a donné un support politique (...) un support financier à toute la phase de transition, y compris la phase électorale, dont nous avons soutenu presque les 80% des dépenses”, a déclaré monsieur Aldo Ajello, envoyé spécial de l’Union pour la région des Grands Lacs. Affirmé ici d’une manière claire, l’engagement européen dans le processus électoral au Congo n’est plus à démontrer.

Redresser le système éducatif est un défi majeur à relever par les dirigeants qui sortiront de ces urnes. “C’est l’éducation qui permet de choisir la vie que l’on mènera et de s’exprimer avec confiance dans ses relations personnelles, son milieu et son travail. Les 115 millions d’enfants d’âge à être scolarisés dans le primaire qui ne sont pas scolarisés se voient refuser l’exercice d’un droit fondamental”, précise l’ONU. Cela fait de l’éducation un facteur décisif.

Mais, dans ce secteur, la situation du Congo est catastrophique: le système éducatif est inefficace et les causes sont multiples dont l’inaccessibilité de l’école pour beaucoup d’enfants et la situation misérable des enseignants. En fait, dans l’ensemble, 4 enfants congolais sur 10 étaient scolarisés et achevaient le cycle primaire en 1990. “Ce niveau a été réduit à 1 ou 2 enfants à partir de 1995” (1). D’autre part, les salaires des enseignants “sont très bas, un instituteur gagne en moyenne 46 dollars à Kinshasa (17 dollars de salaire et 29 de prime de motivation) et 12 dollars dans le Bandundu (6 dollars de salaire et 8 de prime de motivation)” (2).

### **C’est le résultat d’une politique prolongée de désengagement de l’Etat**

Ce n’est pas du fatalisme. Cette situation est due au désengagement de l’Etat. Partis en grève ce lundi 4 septembre, les enseignants sont mieux placés pour nous le signaler. Ils ont “simplement constaté le manque de volonté de la part du gouvernement à pouvoir satisfaire aux revendications des enseignants”, explique Jean Pierre Kimbuya, général du Syndicat des enseignants du Congo (Syeco).

Et les chiffres leur donnent raison. Les parents “financent plus de 80% du total des frais d’éducation (...) Cette prise en charge entrave la scolarisation des enfants surtout ceux des parents démunis (...) C’est le principal motif invoqué (...) parmi les causes de la non-fréquentation scolaire” (3).

Ce désengagement de l’Etat ne date pas d’aujourd’hui. C’est un long processus: “Jusqu’en 1982, le budget de l’éducation représentait près de 25% du budget global. Cependant, depuis 1984, le secteur de l’éducation a compté pour à peine 1% en moyenne du budget de l’Etat. Le niveau des dépenses par élève du primaire et par an est évalué à 4 dollars, contre 109 en 1980. De tous ces facteurs, il résulte une inadéquation entre l’offre scolaire et la demande sociale” (4).

C’est le Catenaccio n’est-ce pas? La plupart d’amateurs de foot connaissent ce système de jeu de football. Il est souvent pratiqué par l’équipe nationale italienne. Le spectacle compte peu ou presque pas pour ce système. Museler l’adversaire, l’emmerder, le faire souffrir, l’étouffer pour l’empêcher de jouer. Voilà en quoi consiste ce football à la fois efficace, vilain, cynique et machiavélique.

Si le Catenaccio a permis à l’Italie de gagner quatre fois la coupe du monde, il étrangle depuis les années 80 le poste d’éducation dans le budget de l’Etat. Pourtant, pour améliorer l’efficacité, il “est indispensable de (...) réengager l’Etat dans le secteur, en garantissant des budgets annuels acceptables et en progression continue pour l’éducation. Il n’y aura pas d’alternative viable à cette option (...). De plus, les énormes besoins de construction et de réhabilitation des infrastructures scolaires imposent une plus grande participation des pouvoirs publics” (5), note les Nations Unies

au Congo. C’est juste. Et c’est ce que les Congolais attendent de leurs élus.

### **Catenaccio, mais pas pour le remboursement de la dette**

“Nous sommes énormément engagés dans cette affaire ( les élections: ndlr) et nous voulons la voir aboutir de la meilleure des manières avec des organes élus par le peuple congolais”, insiste M. Ajello. Mais quel programme vont-ils appliquer ces organes élus? Quelle sera leur marge de manœuvre?

Le sévère Catenaccio n’est pas tombé du ciel. Il est signé par les institutions de Bretton Woods. Celles-ci l’imposent comme politique budgétaire: “Le FMI conseille à ses partenaires le strict respect et le maintien des dépenses prévues au budget (souligné par nous : ndlr) et d’éviter tout dépassement qui engendrerait l’inflation et d’autres maux. Le FMI, recommande donc le maintien du cadre macroéconomique, du taux de change et l’exécution prévisionnelle du budget”, note le site du ministère des Finances de la RD Congo.

En fait, finances publiques, réformes fiscales, politique de change, réforme de la Banque centrale du Congo, statistiques... rien n’échappe à la Banque mondiale et au FMI: un expert résident a été placé dans les ministères des Finances et du Budget. Il s’occupe de la gestion des finances publiques. Pour contrôler la réforme fiscale, un autre expert résident a été installé à la Direction Générale des Impôts (DGI). Un conseiller FMI supervise également les activités de la Banque centrale du Congo (BCC). A dire vrai, le budget et tous les programmes économiques du gouvernement sont élaborés avec les experts de la Banque Mondiale et du FMI.

En plus de cela, le FMI et la BM envoient régulièrement des “missions techniques” en RD Congo. Objectifs visés: renforcer le contrôle sur l’élaboration et l’exécution du budget, se rassurer que “la bonne conduite” dictée par eux est bien respectée. Le marquage à la culotte est donc extrêmement sévère.

Mais à tout ce dispositif impressionnant, échappe un poste du budget. Devinez lequel! Le service de la dette bien sûr. Le remboursement de la dette est une priorité qui absorbe la part la plus importante du budget. En effet, dans le budget 2006, le service de

# appliquer quel programme?

la dette dévorera 21% des dépenses totales. Soit plus de 490 millions de dollars sur plus de 2 milliards du budget. Nous sommes dans un pays où le système éducatif est inefficace, d'une part. D'autre part, des milliers d'enfants se retrouvent dans la rue. Tout ceci parce que le niveau des dépenses de l'Etat par élève du primaire et par an est insuffisant. Pourquoi passe-t-on sous silence cette dictature économique des institutions de Bretton Woods? Le peuple congolais ne veut pas voter pour la légitimer.

**Mani Kisui Junior**

(1) Objectifs du Millénaire pour le développement: rapport national de suivi de progrès pour la RD Congo 2004, p.28.

(2) Objectifs du Millénaire, op. cit., p.29.

(3) Objectifs du Millénaire, op. cit., p.30-31.

(4) Objectifs du Millénaire, op. cit., p.30.

(5) Objectifs du Millénaire, op. cit., p.30-31.

## Au Festival du cinéma

### ■ L'or noyé de Kamituga

d'Yvon Lammens et Colette Braeckman

### ■ Mamans Congo

Court métrage d'Olivier Malvoisin

### ■ Vendredi 13 octobre à 20h30

Suivi d'un débat avec Colette Braeckman, (journaliste au Soir) et Olivier Malvoisin (réalisateur)

*Séance spéciale en avant-première au cinéma d'Arenberg*

### ■ La couleur du sacrifice

de Mourad Boucif

La Couleur du Sacrifice donne la parole à ces soldats africains, qu'on appelait les "tirailleurs sénégalais", enrôlés dans l'armée française pour participer aux deux guerres mondiales du XXème siècle. Aujourd'hui ils ne jouissent d'aucune reconnaissance dans le pays qu'ils ont aidé à libérer. Touchant une pension minable, ils survivent dans des conditions misérables. Dans ce film, ils racontent leurs histoires, nous offrant souvent une leçon d'humanité. Par le réalisateur de *Au-delà de Gibraltar*.

### ■ Mercredi 4 octobre, à partir de 19h30

Dès 19h30, rencontre avec l'équipe du film et trois tirailleurs africains.

---

## Champs de mémoire et d'amnésie

**Farid El Asri** (Chercheur CISMOC - UCL)

Pièces à Conviction - Lundi 11 septembre 2006

Gosse berbère blessé dans les neiges italiennes, beau tchadien rompu sur les routes de France, robuste fellah humant les lilas de Gembloux et ce sourire du Mali perdu dans les bourbiers indochinois... Tels sont les souffles africains, d'hier, posés comme offrande à l'armée française et que l'on retrouve à l'écran du présent festival. Le Sultan Mohamed Ibn Yusuf ne déclara-t-il pas, en décembre 1939, après l'offre de ses soldats en faveur du protectorat: "Nous devons apporter à la France un concours sans réserve, ne lui marchander aucune de nos ressources et ne reculer devant aucun sacrifice"? Au vu du documentaire de Mourad Boucif, on constate que les affres du colonialisme continuent de faire grimacer de douleurs les plus concernés. Le grand public saura apprécier la gifle dans le débat sur la mémoire coloniale. Le film se veut un traitement du passé brûlant d'actualité, avec une caméra posée sur des hommes entre deux rives: entre passé et avenir, Afrique et Europe, reconnaissance et histoire subjectivement sélective. "Engagez-vous qu'ils disaient!". En effet, le sort des survivants de la rive sud de la Méditerranée, exhumés de l'oubli, demeure jusqu'au jour d'aujourd'hui comme suspendu à un fil. En bref, la mémoire collective en prend pour son grade. Des "unités colorées" qui, vomies par la mer, vinrent déteindre sur nos sols déjà désarticulés par la guerre, nous envahissent de questionnements. Rien dans les manuels d'histoire ou presque. Des milliers ne regagneront pourtant ni les rangs, ni les familles, ni même la mémoire collective d'une Europe enfin libérée. 1945 et un continent honteuse-

ment oublié. Soixante ans ont passé et les drôles de combattants, las et depuis octogénaires, attendent encore leur libération. Les braves aux mains endolories, aux dos brisés ne courbent pas l'échine. Ils attendent une pension auprès des leurs, une rente comme un droit de retour et de reconnaissance. Quelque chose, sauf l'oubli ou les faveurs humiliantes. De son côté, la France adopte l'amnésie et brave ces fantômes d'un autre temps. Elle les contre sur un nouveau champ de bataille, juridique cette fois. La casuistique qu'elle développe ne cesse d'édifier, sciemment, patiemment, un rempart au droit à leur dignité. "La couleur du sacrifice", c'est en définitive l'ouverture d'une porte sur d'ultimes combattants. On s'étonne de les découvrir à Bordeaux, pêle-mêle. Cloîtrés sans leurs familles dans des "boîtes dortoirs" de quelques mètres carrés, ils partagent anecdotes et revendications. Des albatros désarmés qui renvoient la France à ses contradictions. Ainsi guidés, on revisite, par un angle d'approche original, certaines des grandes guerres du vingtième siècle. Dépeindre le film en deux mots, c'est le qualifier de judicieux mariage entre témoignages vivants et images d'archives émouvantes. Effectivement, un de ces atouts reste l'interrogation du futur par un incessant va-et-vient entre le passé et le présent. La fresque documentaire, ficelée avec pudeur et détermination, ne laissera pas indifférent et servira indéniablement d'outil pédagogique. Les silences en représentent ces plus beaux moments. Nous en retiendrons que la fracture du passé continuera de gangréner notre avenir tant que le présent ne pense à panser les plaies des "mis au banc de l'histoire". Cet "arrêt sur visages", qui pèse comme un baroud d'honneur sans détour, vaut vraiment le détour.



# Cuba reste Fidel

Récemment Fidel Castro a fêté ses quatre-vingts ans. Il a reçu la visite du président bolivien, Evo Morales Ayama, le nouvel ennemi public numéro un des multinationales européennes. Le lien entre les deux peuples, cubain et bolivien, est renforcé par la présence des équipes médicales cubaines dans le pays andin.

La petite île a construit 20 centres de diagnostic intégral ainsi que 7 centres ophtalmologiques avec 14 postes chirurgicaux. De même, elle participe activement aux programmes d'alphabétisation en Bolivie. Une aide similaire à ce qui se passe au Venezuela.

Durant sa maladie prolongée, Fidel Castro a précisé qu'il avait travaillé à la finition du prochain livre d'Ignacio Ramonet, journaliste au Monde diplomatique: Cent heures avec Fidel. Il sortira donc bientôt en librairie. Peut-être un peu juste pour le Festival.

## L'éléphant et la bicyclette

de Juan Carlos Tabio

Cuba, 1925, le cinématographe débarque sur la petite île de la Fé, amené par un jeune homme qui compte faire fortune pour épouser Maria Soledad. Cette île est reliée au continent par un fragile pont de bois. Après la projection de "Robin des Bois", on retrouve le pont coupé comme dans le film de la veille. Chaque jour apporte ainsi aux habitants perplexes de quoi alimenter leur imagination. En seulement six jours, la Fé traverse toute l'histoire d'Amérique latine: le colonialisme, les guerres de libération, les révolutions et la fin des préjugés

### ■ Dimanche 8 octobre à 18h15

suivi d'un débat sur l'expérience cubaine comme modèle, avec Carlos Tablada, membre du CETRI économiste et sociologue et Xavier Declercq, Oxfam solidarité.

### ■ Lundi 9 octobre à 20h,

après le film "La 4ème Guerre mondiale", débat: "Stratégie des mouvements altermondialistes", avec Ignacio Ramonet, initiateur d'Attac international, journaliste au Monde diplomatique et François Houtart, cofondateur du Forum social mondial de Porto Alegre.

# Hommage à Raoul Servais

Article d'après les indications de Philippe Moins, biographe officiel de Raoul Servais.

**Surnommé "Le Magicien d'Ostende", Raoul Servais est aujourd'hui une des figures incontournables du cinéma d'animation.**

Né le 1er mai 1928 à Ostende, Raoul Servais grandit au-dessus du magasin de porcelaine de ses parents. Très tôt attiré par le cinéma, passion transmise par son père, il s'ennuie dans l'univers clos de l'école. Ses penchants trop exclusivement artistiques lui valent des notes désastreuses à l'Athénée. Il se fait alors engager à "l'Innovation", une importante chaîne de grandes surfaces, comme assistant décorateur. Il dessine, et son travail est apprécié. On lui propose de doubler son salaire pour qu'il reste: il refuse! Ce qu'il veut, c'est un diplôme. Ce qu'il aime, c'est dessiner.

En 1945, il entre donc dans la section "arts appliqués" à l'Académie royale des Beaux-Arts de Gand, où il restera jusqu'en 1950. Pour la première fois, il découvre un univers scolaire qui lui convient, personnifié surtout par un jeune professeur: Albert Vermeiren qui l'aidera à réaliser "Spokenhistoire" ("Histoire de fantômes"). Le résultat est décevant mais le virus de l'animation est bel

et bien contracté!

C'est au début des années 60 qu'il réalise ses premiers courts métrages et reçoit ses premiers prix. Ainsi, en 1963, il fonde la section de cinéma d'animation dans cette même académie de Gand qui l'avait accueilli comme étudiant quelques années auparavant. Les sujets qu'il choisit, bien que variés, s'attachent à montrer l'être humain, ses aspirations de liberté, de paix, de justice. Il souhaite avant tout souligner de manière poétique, onirique même, les dangers qui menacent la race humaine et mettre en garde contre l'intolérance et l'idéologie autoritaire... notamment dans "Chromophobia" réalisé en 1965.

Avec plus de douze courts métrages d'animation et un long métrage à son actif, Raoul Servais s'est affirmé à la fois comme un pionnier, un expérimentateur et le représentant inspiré d'un cinéma d'animation à la frontière du fantastique et du surréalisme. Ayant exploré et maîtrisé tous les styles, toutes les techniques, il est parvenu à créer un graphisme différent, notamment grâce à son procédé: la "servaisgraphie". Après un demi-siècle de cinéma d'animation, son oeuvre brille

par sa diversité et sa richesse ainsi que par la reconnaissance internationale. Il est élu membre de l'Académie royale des Sciences, Lettres et Beaux-Arts en 1979 et président général de l'Association internationale du film d'animation (ASIFA) de 1985 à 1994.

Ses films ont remporté, à ce jour, plus de 50 prix et distinctions cinématographiques, dont le Lion de San Marco à Venise, la Palme d'Or à Cannes, de nombreux premiers prix de festivals à Philadelphie, Chicago, Téhéran, Bilbao, Valladolid, Rome, Zagreb, Porto, Oberhausen.

Des rétrospectives de son oeuvre sont organisées dans le monde entier.

**Le Festival d'Attac lui rend hommage cette année en lui dédiant une séance Carte Blanche le dimanche 8 octobre à 16h, suivie d'une rencontre avec Raoul Servais et Philippe Moins, historien d'art.**

**Au programme:** sélection surprise des oeuvres préférées de Raoul Servais, à déguster sans sagesse!

## Assemblée spéciale Festival du cinéma

### **Au CEFA-UO, 89 avenue du Parc - Saint-Gilles.**

Près de la barrière de Saint-Gilles, accessible par le tram 18 et le bus 48 qui s'arrêtent devant le CEFA ou par les trams 3, 23, 55, 81, 82 et 90, qui passent à la barrière de Saint-Gilles (descendre à la station de métro Horta.)

Le Festival du cinéma d'Attac est un événement majeur pour Attac Bruxelles 1. Cette année, il se déroulera du vendredi 6 au samedi 14 octobre. Une semaine où se succéderont films, débats, conférences, rencontres... Elle réunit bon an mal an environ 3.000 personnes durant ces quelques jours d'intense activité politique.

Mais, pour assurer sa réussite, il faut la préparer. Ce sera l'objet principal de cette assemblée de fin septembre.

### **Ordre du jour :**

1. Le contenu politique du Festival. Quels sont les thèmes que la locale va mettre en avant lors de la semaine ? Comment les amener ? Quelles interventions élaborer pour que les idées fondamentales d'Attac soient présentes lors du Festival ?
2. L'organisation pratique du Festival. Quels sont les points à régler dans la diffusion du matériel ? Quelles sont les dispositions concrètes pour la tenue de la semaine ? Quels sont les manques à combler ?
3. Suivi de l'université d'Attac d'été et, en particulier, de l'atelier "l'Europe et les droits économiques et sociaux" que la locale organise.

**Jeudi 28 septembre 2006 à 19h45**

■ Vendredi 22 septembre à 18h

### Masse Critique

#### Manifestation à vélo pour le vélo

Comme dans 300 autres villes du monde, chaque dernier vendredi du mois, les cyclistes de Bruxelles se rassemblent pour une ballade/manifestation. Départ habituellement square du Bastion à 18h (Porte de Namur - Bxl).

Infos: <http://placeovelo.collectifs.net>

■ Tous les lundis de 11h à 12h

### Manifestation

#### Pour la libération de tous les sans-papiers en centres fermés

Devant le CGRA (8, boulevard du roi Albert II - 1000 Bruxelles)

Infos: [www.bxl.attac.be](http://www.bxl.attac.be)

## SEPTEMBRE

■ Jeudi 21 à 21h30

### Cinéma d'Attac

voir ci-contre

■ Samedi 23 à 14h

### Manifestation nationale Commémoration - Semira Adamu

Huit ans après Semira, le combat continue... avec les sans-papiers!

Info: [www.semira.tk](http://www.semira.tk)

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). La rédaction d'Angles d'Attac les considère comme intéressants et donc dignes d'être publiés. Mais il ne s'agit en aucune façon de position officielle de l'association.



Tous les dessins de Titom sont mis à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 et téléchargeable sur [www.bxl.attac.be/titom](http://www.bxl.attac.be/titom)

■ Dimanche 24 à 19h30

### P'tit Ciné Palestine

Séance exceptionnelle à l'Arenberg  
*Les Palestiniennes* de J.VanderKeulen (1975)

*Two hands* - Fabio Wuytack (2004)

*Le toit / Alsateh* - Kamal Aljafari (2006)

+ rencontre avec Kamal Aljafari (cinéaste).

Infos: <http://www.leptitcine.be>

[contact@leptitcine.be](mailto:contact@leptitcine.be)

■ Mercredi 27 à 14h

### Manif sans-papier

- Contre les autorisations d'expulsions vers le Maroc!

- Non à la collaboration du Maroc aux expulsions!

- Pour la libération de tous les sans papiers qui ont été évacués brutalement d'Anderlecht et de celui de Saint-Bernard

A 16h au 29, bvd Saint-Michel - 1040 Bxl

Contact: 0476/27.62.02

[udep-st.bernard@hotmail.com](mailto:udep-st.bernard@hotmail.com)

■ Jeudi 28 à 19h45

### Assemblée d'Attac-Bxl 1

Infos en page intérieure

## OCTOBRE

■ Du vendredi 6 au samedi 16

### Festival Cinéma d'Attac

Plus d'info: voir pages intérieures et sur [www.bxl.attac.be](http://www.bxl.attac.be)

■ Samedi 7 à 14h au dimanche 10

### Reclaim the streets

Réappropriation joyeuse et collective de la ville. A la porte de Hal (Bruxelles)

Info: <http://reclaim.bruxxel.org>

Contact: [reclaim@bruxxel.org](mailto:reclaim@bruxxel.org)

## Cinéma d'Attac

### Le camp de Thiaroyé

un film d'Ousmane Sembene

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des tirailleurs sénégalais, avant d'être complètement démobilisés, passent par un camp de transit, le camp de Thiaroyé. Parqués dans ce camp après avoir été enrôlés de force pour libérer la France, ils attendent de pouvoir rentrer chez eux, non sans avoir touché leur solde. Mais les promesses non tenues et le racisme de la hiérarchie militaire reprennent leurs droits. Avant d'être un héros, tu es noir, mon ami. La fierté cède à la désillusion, la désillusion à l'humiliation, et l'humiliation à la rébellion. Les tirailleurs se mutinent, exigeant de toucher la même solde que leurs camarades blancs. Ce ne sont pas sous

les balles nazies qu'ils tomberont, mais sous celles de la France libre. Une fiction tirée d'un fait authentique.

■ 20h30 - débat

#### L'Afrique? Quel cinéma! Un siècle de propagande coloniale

Avec Bruno Bové (membre de l'Afrika Festival) et Mourad Boucif (réalisateur du film *La couleur du sacrifice*)

■ 21h30 - la projection

Prix d'entrée: 6,2 euros (y compris pour le débat) (réduction pour les Article 27)

Cinéma Arenberg:

26 Galerie de la Reine - 1000 Bruxelles

### Jeu di 21 Septembre - 21 H30 à l'Arenberg